



Pas de normalisation avec l'apartheid

Depuis quelques jours, l'IMA fait l'objet d'une campagne médiatique qui nous inquiète et qui n'est pas sans causer un certain malaise, voire un sentiment de colère parmi les salariés qui en sont les victimes collatérales.

En effet, alors que nous venons d'inaugurer l'exposition « Juifs d'Orient », des voix de la société civile, en France comme dans le monde arabe, s'élèvent, pour contester la réalisation de l'exposition en association avec des institutions israéliennes, comme le musée d'Israël à Jérusalem ou l'institut d'État Yad Ben Zvi. Sont également contestés les choix de la programmation culturelle qui y est associée, en particulier la participation d'artistes israéliens dans le cadre des Arabofolies.

Selon de nombreuses associations palestiniennes dont la PACBI (Palestinian campaign for the academic and cultural boycott of Israël), cela ferait non seulement le jeu de la normalisation avec l'État d'Israël, mais, de l'IMA une sorte de cheval de Troie des accords d'Abraham. C'est en tout cas ce qu'affirme Denis Charbit, l'un des conseillers scientifiques de l'exposition qui se félicite que celle-ci représente « les premiers fruits des accords d'Abraham ». Depuis, de nombreux artistes et intervenants ont décidé d'annuler leur participation, arguant du fait qu'ils ne souhaitaient pas participer à une instrumentalisation aussi grossière.

Un certain nombre de salariés de l'IMA, confrontés au public et à l'incompréhension exprimée sur les réseaux sociaux, nous ont alors fait part de leur émoi devant cette situation.

La CGT IMA déplore cet état de fait et souhaite rappeler un certain nombre de points :

1/ L'exposition « Juifs d'Orient » est une très belle idée, et la CGT se réjouit de sa tenue dans notre Institut. La longue histoire des Juifs arabes et berbères mérite amplement que l'IMA y consacre une grande exposition et nous espérons que les occasions de valoriser cette histoire se renouvelleront.

2/ La CGT IMA regrette le manque manifeste de concertation concernant un sujet aussi sensible. Si la valorisation de l'histoire du judaïsme d'Orient mérite tout notre intérêt, rien n'obligeait l'IMA à s'associer aux institutions israéliennes. Tout comme rien n'obligeait l'IMA à programmer des artistes israéliens. En effet, cela a comme conséquence, d'une part, de donner du crédit aux allégations de Denis Charbit et, d'autre part, d'entretenir une confusion préjudiciable entre culture juive et État d'Israël. Doit-on rappeler ici que c'est entre autres sur cette confusion néfaste que prospèrent de nouvelles formes d'antisémitisme ?

3/ Cette programmation a entraîné le désistement de nombreux artistes et personnalités arabes dont Rami Khalifé, Elias Khoury, Suhad Khatib, ou encore Karim Kattan qui ne se privent pas de communiquer sur l'affaire, ce qui nuit grandement à l'image de l'IMA et à son personnel.

À ce titre, la CGT IMA rappelle sa solidarité avec le peuple palestinien, victime d'un déni d'humanité et d'un régime d'apartheid.

Nous rappelons que les opérations de boycott sont tout à fait légitimes, tout comme était légitime et populaire le boycott de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Le boycott est l'une des rares formes de résistance non-violente dont dispose encore le peuple palestinien.

Nous regrettons que, le fait colonial israélien étant de notoriété publique, les choses n'aient pas été anticipées de manière responsable. Cela aurait profité tant à l'IMA qu'à une exposition qui aurait mérité une bien meilleure publicité.

Paris, le 07/12/2021
Section CGT-IMA